



L'ÉNERGIE EN QUESTIONS

La contribution d'EDF au débat sur la transition énergétique

https://www.lenergieenquestions.fr/le-nouveau-gouvernement-allemand-va-reduire-les-subsidations-de-leolien/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=le-nouveau-gouvernement-allemand-va-reduire-les-subsidations-de-leolien

Le nouveau gouvernement allemand va réduire les subventions de l'éolien

Publié le 15 novembre 2013

En Allemagne les élections du 22 septembre ont mené à une coalition des conservateurs et des sociaux-démocrates. La formation du programme commun de gouvernement se heurte à la question épineuse de la transition énergétique. Celle-ci coûte en effet très cher aux ménages et aux entreprises allemandes. Les deux partis ont donc décidé de mettre fin au « *sur-subsidationnement* » des énergies renouvelables et de réduire les objectifs de croissance de l'éolien (de 10 GW à 6,5 GW en 2020).

La transition énergétique allemande coûte très cher aux ménages

En 2000, alors que l'Allemagne lançait l'« Energiewende », le tournant énergétique, les énergies renouvelables ne représentaient que 7% de la production électrique allemande. L'année dernière ce chiffre était passé à 23%. Ceci a été rendu possible par un subventionnement massif du secteur.

En conséquence le prix du kilowattheure en Allemagne est très élevé et les ménages payent une taxe de 5,3 centimes par kilowattheure, qui va normalement augmenter à 6,24 centimes en 2014. Les subventions augmentent en montant année après année et d'ici 2022 elles devraient atteindre 680 milliards d'ici 2022.

La nouvelle coalition va essayer de proposer des solutions à ce problème de coût. « *Nous allons développer les énergies renouvelables de telle sorte que les objectifs soient atteints avec une large participation citoyenne tout en limitant leurs coûts* », indiquent les deux partis dans un document de négociation.

Vers une réduction des subventions et des objectifs de développement pour l'éolien La première mesure discutée est la réduction de l'objectif national en matière d'éolien offshore. Jusqu'ici le gouvernement s'était mis d'accord sur une puissance installée de 10GW d'ici 2020.

L'objectif va être réduit à 6,5 GW. Les aides à l'éolien terrestre vont également être réduites « *surtout dans les régions à fort vent* ».

La bourse de Francfort a réagi directement à ces annonces et l'action du fabricant d'éoliennes Nordex a chuté de 19,6%. Même si le gouvernement n'a pas envisagé de réduire les subventions aux installations solaires, les actions des entreprises du secteur ont également chuté. Les partisans du renouvelable ont critiqué ces annonces. « *La transition énergétique va être freinée dans son élan* » estime la fédération des énergies renouvelables allemande (BEE), citée dans *Le Monde*.

Les deux partis débattent également sur les objectifs plus globaux. Le SPD est favorable à un mix énergétique composé à 40% d'énergies renouvelables d'ici 2020 et à 75% d'ici 2030.

La CDU désire une évolution beaucoup plus modérée avec un maximum de 50 à 55% d'énergies renouvelables en 2030. Par ailleurs, ils se sont tous deux mis d'accord sur l'interdiction de la fracturation hydraulique, technique qui permet d'extraire les gaz de schiste.

Des questions en suspens

Les Echos indique que « *Les deux formations n'ont pas encore trouvé d'accord sur la forme d'aide aux moyens de production conventionnels* ». Le sujet est problématique car la compétitivité des centrales à gaz a chuté en Allemagne et leur taux d'utilisation moyen est de 21%, loin des 67% nécessaire à leur rentabilité. Même si le charbon, plus polluant, prend la relève, la capacité du réseau à répondre aux pics de demande est mise à l'épreuve avec l'augmentation de la part des énergies intermittentes dans le mix allemand.

La question de la contribution financière des industriels à la transition énergétique n'est également pas résolue. Les grandes entreprises allemandes ne payent pas la taxe spéciale sur le kilowattheure qui permet de financer la transition énergétique. Cette exemption coûte très cher à l'État et aux ménages allemands mais la menace des délocalisations rend une réforme difficile.

Des réponses devront être apportées rapidement car la réforme du financement des énergies renouvelables a été annoncée par Angela Merkel pour Pâques. Peter Altmaier, ministre de l'Environnement, a indiqué que cette réforme était « *le projet central* » du nouveau gouvernement.



Photo web